

COMBIEN Y A-T-IL DE SOUFFRANCE AU TRAVAIL ?

par Jean-Pierre DURAND

Ce texte engage un débat avec deux ouvrages de Christophe Dejours. Dans le premier de ceux-ci, *Travail : usure mentale*, l'auteur montraient comment les salariés résistent aux souffrances nées de leurs mauvaises conditions de travail, physiques ou psychiques : ils construisent des "stratégies défensives" qui leur permettent de reprendre pied dans les situations difficiles. Dans le second ouvrage, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Dejours affirme que la généralisation du mal en entreprise et le développement des injustices reposent sur le consentement des salariés eux-mêmes : dominés symboliquement par un système social auquel ils participent activement, ils vivent dans la peur et acceptent pour eux et pour autrui la souffrance devenue pour ainsi dire "indépassable".

Si je partage la présentation des situations de souffrance au travail et leurs descriptions, je rejette l'interprétation et l'analyse qui en sont faites et j'en propose une autre. Pour que les choses soient claires d'emblée, je pense nécessaire de dénoncer, comme le fait Dejours, les souffrances physiques et mentales qui continuent d'exister en France, que ce soient celles de l'OS de l'usine de montage dont les pièces tranchantes blessent les doigts tandis qu'il tient difficilement les cadences, ou que ce soient celles des cadres qui exécutent des décisions qui vont à l'encontre de leurs propres croyances, valeurs et aspirations. Aux présentations lissées des conditions et des situations de travail par les panégyristes du néo-libéralisme doit être opposée la réalité des faits : la pression et les contraintes maintenues et renforcées sur le travail par un capitalisme qui utilise la globalisation pour justifier ses pratiques.

Mes travaux sur l'industrie automobile, sur la relation salariale dans le régime d'accumulation post-fordien, ou mes encouragements aux recherches sur l'aliénation des cadres, montrent cette nécessité de mettre à nu les réalités du terrain. De même, l'acceptation par tous les

régimes européens d'un taux de chômage réel de plus de 10 % constitue une abomination : les 35 heures ne changeront rien à cet état de fait et mes propositions pour un partage de l'emploi par des mesures fermement incitatives buttent contre l'absence de courage politique des politiques eux-mêmes et des dirigeants d'entreprise¹. En résumé, je partage avec Dejours le même dégoût face à la situation dans le travail et dans le chômage mais je diverge totalement sur l'interprétation de ceux-ci, c'est-à-dire sur la réponse qui me semble posée par l'ouvrage : *pourquoi ça tient ?*

Le statut théorique de la souffrance chez Dejours

C. Dejours s'intéresse prioritairement à la souffrance mentale au travail², conséquence d'une non-reconnaissance de la mobilisation de la subjectivité au travail, sauf exception dans quelques professions (intellectuels, artistes...). Pour éviter toute pathologie mentale du travail, le sujet déploie des *défenses* qui permettent de la contrôler, défenses et stratégies de défenses qui sont construites et portées *collectivement* par les travailleurs. C'est ici la *normalité* : "La normalité est interprétée comme le résultat d'un compromis entre la souffrance et la lutte (individuelle et collective) contre la souffrance dans le travail. La normalité n'implique donc pas l'absence de souffrance, bien au contraire. On peut soutenir un concept de "normalité souffrante" (*Souffrance en France*, p. 39).

Ce que je retiens ici peut se résumer ainsi : la normalité dans le travail, c'est la souffrance. Tous les textes de Dejours s'appuient sur une culture de la souffrance, voire un culte de la souffrance. Dans toutes ses démarches, la souffrance devient première sur tout autre élément, elle est l'élément explicatif de tout l'édifice théorique de l'auteur : "La souffrance n'est pas qu'une

¹ Cf. mon article dans *Le Monde* du 8/7/97 "La social-démocratie européenne peut-elle encore créer des emplois ?" et R. Boyer et J.-P. Durand, *L'après fordisme*, Syros, 1998 (2^e édition).

² Il reconnaît qu'"il n'a pas été possible de décrire une pathologie mentale du travail comparable à la pathologie des affections somatiques professionnelles (...)". Cette reconnaissance nous paraît importante car elle met fin à la similitude établie dans son précédent ouvrage entre souffrance mentale et souffrance physique qui conduisait au titre du livre *L'usure mentale*, par homothétie avec l'usure physique des ouvriers en particulier. Peut-être ira-t-on vers une nouvelle dissociation, entre souffrances mentales et souffrances physiques, clarification conceptuelle qui pourrait conduire à d'autres clarifications des emprunts aux différentes démarches psychiatriques, psychanalytiques, ergonomiques, voire sociologiques de la psychodynamique du travail de Dejours. Dans un autre ordre d'idée, ne faudrait-il pas dissocier souffrance et douleur ? La douleur, physique ou mentale, renvoie à une situation insupportable qui possède une inscription objective et tangible avérée, tandis que la souffrance —comme la fatigue dans un autre registre— possède beaucoup plus une dimension sociale : elle est un construit social —évidemment vécu aussi subjectivement— qu'elle soit physique ou mentale ; on pourrait en dire autant de la satisfaction ou du plaisir.

conséquence. C'est au contraire une ressource à partir de laquelle se mobilisent toutes les ressources subjectives, jusque et y compris l'intelligence" (*Le Monde* du 18.02.98). Et le plaisir lui-même devient un avatar de la souffrance : "Pour souffrir moins, nous sommes donc dans l'obligation de mobiliser notre intelligence et notre subjectivité – ce qu'on appelle traditionnellement la 'motivation'. Cette ingéniosité, quand elle atteint son but, permet de transformer la souffrance en plaisir" (Idem). Ainsi, C. Dejours peut déclarer que *la souffrance est ontologique*.

Le statut totalement différent du plaisir par rapport à celui de la souffrance échappe à nombre de lecteurs par une ruse de langage ou par des titres bien choisis³ : ce n'est pas parce que le concept de plaisir est utilisé qu'il a un statut semblable à celui de souffrance et plus encore qu'il appartient ou qu'il fonctionne (à égalité) dans l'édifice théorique. Sauf dans quelques professions spécifiques, le plaisir apparaît toujours chez Dejours comme conséquence ou comme dépendant de la souffrance. Pourquoi la souffrance aurait-elle un statut premier sur le plaisir dans le travail ? Serait-ce que le travail est la seule activité socialement contrainte des hommes ?

Si le plaisir est rare dans les écrits de Dejours, les souffrances sont nombreuses puisqu'elles sont la normalité, toutes accompagnées de stratégies de défenses. D'une certaine façon, ce que découvre Dejours ce sont les effets du salariat et l'aliénation (au sens marxien), produit des rapports de production capitalistes, sans que cette terminologie ne soit utilisée. Pourtant, ce n'est pas le projet proposé par l'auteur qui souhaite s'intéresser au politique : "La souffrance au travail et la lutte défensive contre la souffrance ont-elles une incidence sur les postures morales singulières et, au-delà, sur les conduites collectives dans le champ politique ? Cette question n'a pas été à ce jour envisagée parce que les spécialistes de la théorie sociologique et philosophique de l'action sont généralement réticents à faire une place, dans leurs analyses, à la souffrance subjective" (*Souffrance en France*, p. 40).

De la psychodynamique du travail au politique : de quelques effets du glissement

³ Par exemple *Plaisir et souffrance dans le travail*, Editions de l'AOCIP, 1988-1993, dans lequel Dejours traite du plaisir toujours à côté de la souffrance, jamais de façon intégrée.

Dejours nous propose l'enchaînement suivant des tolérances à la souffrance de soi-même à celle d'autrui : "Le sujet qui souffre lui-même de son rapport *au travail* est souvent conduit, dans la situation actuelle, à lutter contre l'expression publique de sa propre souffrance. Il risque alors d'être affectivement dans une posture d'indisponibilité et d'*intolérance* à l'émotion que déclenche en lui la perception de la souffrance d'autrui. De sorte que, en fin de compte, l'intolérance affective à sa propre émotion réactionnelle conduit le sujet à s'isoler de la souffrance de l'autre par une attitude d'indifférence – donc de tolérance à ce qui provoque sa souffrance“ (*Souffrance en France*, pp. 52-53).

On peut résumer ce changement d'objet à travers le processus suivant :

- la souffrance au travail, impossible à exprimer, conduit à la construction de stratégies de défense qui occultent cette souffrance,
- ces stratégies de défense rendent tolérable sa souffrance au travail,
- cette tolérance vis-à-vis de sa propre souffrance rend indifférent à la souffrance des autres.

D'où l'acceptation passive du chômage et de l'injustice sociale par la majorité de la population. Du point de vue scientifique, peut-on accepter aussi facilement :

- le glissement de l'attitude mentale vis-à-vis de soi à l'attitude mentale vis-à-vis d'autrui ?
- l'agrégation des comportements individuels en un phénomène social (l'acceptation par chacun du chômage et des injustices sociales à l'absence – selon l'auteur – de réaction du corps social à celle-ci) ?

Il y a là, bien sûr, deux questions essentielles qui ne cessent de tarauder les "sciences de l'homme et de la société", auxquelles Dejours apporte des réponses radicales, au moins dans l'expression de la logique. Mais les syllogismes ne sont pas tous garants de scientificité. Je laisserai les spécialistes des sciences du sujet répondre à la première question. La seconde oppose les tenants de l'individualisme méthodologique à ce que ce dernier a si judicieusement dénommé le holisme : la réfutation de la valeur non-explicative de l'individualisme méthodologique ne peut être développée ici⁴, mais on retiendra qu'elle a conduit R. Boudon, son principal animateur en France, à sortir du champ sociologique pour s'intéresser à l'axiologie et à la cognition. Ce à quoi

⁴ Cf. notre *Sociologie contemporaine*, Ed. Vigot, 1997 (2ème édition).

aboutit aussi Dejours qui, par un renversement théorique, fait du *mal* le cœur de l'expérience humaine : "Ce n'est pas la rationalité économique qui est cause du travail du mal, mais l'enrôlement progressif de la majorité dans le travail du mal qui recrute l'argument économiciste comme moyen de *rationalisation* et de justification, après coup, de la soumission et de la collaboration au sale boulot" (*Souffrance en France*, p. 118).

Le même télescopage de la souffrance au travail (et des stratégies de défense) des comportements sociaux, conduit à l'implication de la possibilité du nazisme par la virilité (comme stratégie de défense individualisée) et par la reconnaissance du travail bien fait (sublimation) : "L'analyse de l'injustice infligée à autrui, comme forme *banalisée* de management, suggère de revenir sur l'interprétation de l'expérience nazie. Cette dernière aurait été impossible *sans la mise au travail*, en masse, du peuple allemand, au profit du mal, avec l'usage généralisé de la violence, de la cruauté, etc. Cette mise au travail de masse relève-t-elle de "causes" extérieures au travail (violence, menace de mort, disciplinarisation et contrôle militaire, etc.) aboutissant à un consentement involontaire et à la résignation, ou de "causes" endogènes, inhérentes au travail, seulement exploitées d'une manière spécifique par le régime nazi ?

"J'ai, sur cette question, buté longuement. Est-il possible que la réponse tienne dans un jeu de mots ? Le travail du mal serait-il aussi le travail du mâle ? Serait-ce la virilité dans le travail qui serait le verrou du travail du mal ? Telle est la conclusion à laquelle conduit pourtant l'analyse psychodynamique des situations de travail" (*Souffrance en France*, p. 123).

Ce qui conduit l'analyste à une conclusion plutôt radicale : "De notre point de vue, le processus de mobilisation de masse dans la collaboration à l'injustice et à la souffrance infligées à autrui, dans notre société, est le même que celui qui a permis la mobilisation du peuple allemand dans le nazisme" (Idem, p. 134). Et ailleurs : "Le management à la menace fonctionne car les salariés le font bénéficier de leur enthousiasme. Ces bases ne sont pas sans rappeler le système nazi. Il n'a pu fonctionner que dans la mesure où il a bénéficié de la coopération de beaucoup de gens. (...) Avouez que cette grande nouveauté, à savoir que nous acceptons massivement non seulement de subir, mais également d'apporter une contribution enthousiaste à des actes que nous réprouvons, est terrible" (*Le Monde* du 18.02.1998).

Ainsi, les processus à travers lesquels nous infligeons puis nous acceptons que le mal ou l'injustice soient faits aux autres sont semblables dans l'Allemagne nazie et aujourd'hui. Alors, nous sommes tous des nazillons qui nous ignorons. La proposition est acceptable si elle est démontrée. Le père qui punit son fils pour mauvais résultats scolaires, l'enseignant qui met une note en dessous de la moyenne et exclut l'adolescent du système scolaire infligent le mal et l'injustice⁵ : l'existence de la souffrance mentale signifie-t-elle ici la présence ou le développement de tendances totalitaires ? La souffrance, comme d'autres états affectifs, est inhérente aux rapports des hommes entre eux. Souhaiter sa disparition peut signifier aussi vouloir faire disparaître les lois – ou la Loi. Belle utopie que le libéralisme s'est toujours gardé de mettre en œuvre qui conduit à plus d'inégalités, de violences et de souffrances pour les plus faibles au bénéfice des dominants. La loi, comme la souffrance, ne peuvent disparaître de notre état social. Triste constat qui cependant n'interdit pas de reconnaître les espaces de liberté dans la loi, ni les plaisirs et les satisfactions apportés par le travail lui-même (cf. ci-dessous). Tandis que cette auto-flagellation née d'une mauvaise conscience nous transforme tous en tortionnaires virtuels ou réels, elle masque à elle-même, autant qu'au lecteur, les résistances et les refus individuels et souvent collectifs à la souffrance, en premier lieu des autres.

La condamnation sans appel de la gauche officielle et du mouvement gauchiste déniait la souffrance psychique depuis des décennies⁶, selon Dejours, lui empêche d'intégrer les mouvements sociaux à ses analyses. Malgré ses difficultés, le mouvement syndical tente d'organiser la résistance à l'accroissement des cadences, au stress né du "travail en groupe" et du flux tendu ; l'allongement de la durée du travail des cadres est de plus en plus dénoncé, y compris à travers des actions en justice. Comme l'écrit D. Cru, "Dans tous ces mouvements, individuels

⁵ Damien Cru interroge ainsi l'auteur en tant que praticien des organisations du travail en général et dans son institution en particulier : "Le lecteur aurait sans doute davantage perçu la fécondité mais aussi l'ambivalence de cette approche par la souffrance si l'auteur, au lieu d'une description et d'un diagnostic à la troisième personne, avait dit quelques mots de ses propres situations de travail. (...) Il aurait pu nous dire comment il fait reculer la précarité galopante dans les laboratoires de recherche ou comment il lutte contre une pratique toujours en usage 30 ans après la dénonciation des mandarins : le pillage des travaux des thésards. La difficulté de penser et la difficulté d'agir sur les lieux de travail apparaîtraient ainsi autrement plus complexes. Et les pistes d'action s'avèreraient plus diversifiées et plus riches que celles proposées par l'ouvrage dont il faut bien reconnaître que les formulations savantes dissimulent mal le moralisme" (*Raison présente*, 1998).

⁶ Constat à la mémoire courte que chacun s'amusera à contredire : à la fin des années 70, pour ne prendre que cet exemple, les "Cahiers de doléances" du PCF recensaient ces souffrances au travail et hors travail en vue de les politiser : on peut remarquer que ce "misérabilisme" n'a guère porté ses fruits en matière d'élargissement de l'audience du PCF.

ou collectifs, des hommes et des femmes agissent. Les écarter, au moment où ils sortent de l'apparente léthargie stigmatisée dans l'essai, ne nous aident pas à comprendre la différence entre la soumission et l'acceptation ni à entrevoir de quelle étoffe est tissée leur prétendue tolérance à l'injustice sociale et les conditions de son dépassement⁷".

De même, la position manichéenne adoptée par Dejours lui fait pourfendre à tout bout de champ les conditions de production du mal : en fait, *Souffrance en France* aurait pu aussi s'intituler *Genèse du mal chez les sujets travailleurs*. En effet, cet absolutisme du mental interdit à l'auteur de penser le rôle des structures sociales, de la fonction de l'accumulation du capital (avec ses crises) dans la production des rapports de production et de la souffrance (ou du plaisir), ni bien sûr de penser la combinaison dialectique entre individu et social. La position de Dejours selon laquelle les phénomènes sociaux sont le produit de l'agrégation des comportements individuels l'empêche de percevoir la nature du politique (un champ intrinséquement lié à l'économique et aux contradictions qui l'animent) ou lui fait concevoir le champ politique comme un appendice social des soumissions individuelles nées du mensonge de leaders pervers ou psychotiques (*Souffrance en France*, pp. 95-97). Un tel raisonnement pousse à considérer le mal, non pas comme conséquence de la rationalité économique, mais comme son fondement ou sa cause (cf. citation p. 118 déjà donnée). Que la problématique du mal puisse être fondée dans les termes où le fait Dejours est un premier débat ; mais la question de l'effacement des structures sociales, du système productif, de la logique exacerbée de rentabilité financière ne peut être évacuée aussi facilement par une condamnation univoque des participants à l'ordre social.

La phase actuelle de développement du capitalisme est celle d'un plus grand déséquilibre entre travail et capital que durant les trente glorieuses. Mais doit-on pour autant adopter la position absolue de Dejours ? La psychodynamique du travail n'a-t-elle pas le devoir de périodiser les souffrances au travail ? Que dire de l'époque des "raisins de la colère", de l'incertitude du XIX^e siècle et de la dépendance quasi-médiévale des ouvriers anglais par rapport à ceux qui distribuaient les emplois de 14 heures quotidiennes ? Plus généralement, doit-on s'étonner que la souffrance appartienne à l'ordre social capitaliste ? Ce dernier est violent, l'a toujours été et le demeurera : la violence et la souffrance qui en découle sont inhérentes à une

⁷ D. Cru, art. cité, p. 4.

société inégalitaire, une société du dés-ordre social fondé sur des rapports de production inégalitaires par essence et contradictoires : imputer le mal social aux individus, en tant que responsables de ce mal et de la souffrance, c'est faire fi des aspects scientifiques des sciences sociales pour se placer délibérément dans une attitude *moralisatrice*, loin de toute position scientifique.

Retour à la question : pourquoi ça tient ?

La reproduction sociale ne saurait s'expliquer par un seul facteur et la *peur* apparaît comme un élément un peu étroit pour fonder l'ordre social, même si elle y participe dans un certain nombre de situations. Comprendre pourquoi les situations de travail —pour ne prendre ici que l'objet de la psychodynamique du travail— se reproduisent de jour en jour, sur fond d'inégalité et d'exploitation avec des explosions contestataires assez rares, exige de sortir du seul paradigme de la peur, de la répression et de la domination parfaite.

Si les hommes et les femmes acceptent leur situation de travail dans le salariat, c'est bien sûr sous la contrainte ; mais cette "acceptation sous contrainte" d'une part diffère de la résignation, d'autre part elle n'est pas individuelle : elle est un phénomène social (on retrouve ici le poids des structures...). Dans l'acceptation du statut du salariat inhérent à l'ordre capitaliste, chacun ne peut vivre seconde par seconde cette situation sous forme de contrainte s'il ne justifie pas à ses propres yeux cette acceptation en trouvant *avantage* (au-delà du seul salaire) au travail salarié. Chacun renverse donc en un ordre positif cette acceptation pour transformer son espace de travail —en fonction de ses ressources— en un espace de satisfaction, de plaisir, de reconnaissance, etc.

Dire qu'il s'agit de stratégies défensives face à la souffrance née de cette acceptation obligée paraît erroné car ce serait affirmer que toutes les situations sociales contraintes (ou sous contrainte pour être plus précis), extrêmement nombreuses, occasionnent des souffrances dont les individus échappent en construisant à chaque fois des stratégies de défensives. Les relations familiales sont extrêmement contraintes ; de forte intensité et vécues en général dans un espace

réduit, elles multiplient les souffrances⁸ : refus d'autorisation de sortie des adolescents, rejet d'une demande d'achat, "frustrations" après une mise en minorité sur le choix des vacances ou d'une activité de loisir, etc. Les vacances et les loisirs —pour ne prendre que ces exemples—, parce qu'ils rassemblent des individus, construisent des contraintes sociales immédiates sur l'individu au même titre que le travail salarié, même si elles sont de nature différente. Or, ni la famille, ni les loisirs, ni les congés payés ne sont réputés être sources de souffrances... A mon sens, pourtant, les rapports sociaux immédiats, quels qu'ils soient à partir du moment où ils sont durables, produisent les mêmes conditions d'émergence d'une grande diversité *d'états*, allant du plaisir, de la satisfaction, de la reconnaissance à la souffrance, au rejet et au mal être avec bien sûr les spécificités de chaque champ de mise en œuvre de ces rapports sociaux.

Alors, la situation de travail n'est pas le terrain privilégié de la souffrance. Elle est, comme d'autres situations sociales, le lieu d'émergence d'états très diversifiés. Et le plaisir n'est plus le résultat d'une stratégie défensive face à la souffrance pensée comme première (*Souffrance en France*, p. 103). Le plaisir, la satisfaction existent au même titre que la souffrance, dans le travail. Mais parce qu'ils me paraissent être des construits sociaux, ils ne sont pas immédiatement là (même s'ils sont pensés comme tels). Par exemple, la satisfaction ou le plaisir au travail ne viennent pas "naturellement" : c'est à travers une projection par rapport à autrui, par rapport à une pensée, par rapport à une autre activité qu'émerge cette satisfaction au travail. Plus encore, même dans un travail monotone et répétitif, après une sorte de régression intellectuelle effectuée à travers l'acceptation de la tâche, l'individu peut trouver plaisir et satisfaction dans cette nouvelle tâche. Ce constat n'est pas dressé à la gloire du travail, mais il tente d'expliquer pourquoi la reproduction sociale a lieu, "naturellement", même dans les conditions les plus défavorables, en mixant souffrances (l'acceptation) et plaisir à travers un renouvellement de la découverte d'un intérêt au travail. Et n'y voir qu'une stratégie défensive, c'est postuler que le travail ne peut être que souffrance : si le postulat, par essence, n'appelle pas de démonstration, faudrait-il encore le poser comme postulat pour que la démarche puisse être qualifiée de scientifique.

⁸ Ici, la reconnaissance par la psychanalyse des souffrances n'interdit pas d'y apprécier la logique du plaisir... La critique faite à Dejours par les tenants de la psychanalyse qui lui reprochent de ne pas introduire dans l'espace de travail les rapports structurant issus de la psychanalyse rejoint quelque part ma propre critique qui fait du paradigme de la souffrance le paradigme explicatif des comportements au travail (pour ne rien dire du passage au politique).

Dans les conditions les plus générales du travail, là où il y a toujours un espace, même minime, où peut s'exercer la créativité humaine, des possibles sont ouverts⁹. Ce que nous avons montré à propos des *jeux sociaux* qui procurent plaisir et reconnaissance autour de la transparence sociale¹⁰ ou dans l'«équilibre» d'une chaîne de montage à Peugeot-Sochaux. Le jeu social possède plusieurs dimensions : celui de la liberté des éléments les uns par rapport aux autres (jeu au sens mécanique) qui autorise l'organisation d'activités ludiques entre acteurs ou entre pairs (par exemple le boni chez Burawoy¹¹). Ce sont ces jeux au travail qui lui donnent sens, procurent satisfaction et reconnaissance par les pairs. Plus encore, les ajustements sociaux qui les entourent portent autant sur le contenu du jeu avec ses acteurs que sur l'établissement et la révision des règles du jeu elles-mêmes.

Le refus de l'ambivalence des situations de travail susceptibles de produire autant de souffrances que de plaisirs, selon les cas, conduit Dejours à publier une thèse forte (tous nazillons !) qui accroît son audience au détriment de la pertinence scientifique. Ce que je trouve d'autant dommageable que les points de convergence dans les analyses concrètes du travail sont multiples. En parlant d'*implication contrainte* (par différenciation avec l'implication salariale de la période fordienne)¹² je pointe le nouveau déséquilibre dans le rapport capital/travail et la pression accrue des «nécessités» de la globalisation et de la financiarisation sur le travail lui-même. Mais au lieu d'une *rationalisation d'un mal* inscrit en chacun de nous, j'y vois la conséquence d'une crise mal résolue ou non résolue de l'accumulation du capital¹³. De même, *l'implication simulée*, prolongement de la première et réponse construite (souvent collectivement) à des injonctions contradictoires rejoint la question du mensonge développée par Dejours, sauf qu'elle ne s'inscrit pas comme un comportement individuel mais comme le résultat d'une

⁹ Cette approche du travail est évidemment très pessimiste du point de vue des velléitaires du transformisme social : en effet, la reproduction sociale a lieu (sans espoir ni volonté de changement) parce que la majeure partie des individus se satisfont de l'expression d'une faible créativité qui peut s'exprimer dans les interstices laissés par les rapports sociaux contradictoires.

¹⁰ Jean-Pierre Durand et Paul Stewart, « La transparence sociale dans une usine française à capitaux japonais », *Sociologie du Travail*, n°4/1998.

¹¹ Cf. Michael Burawoy, *Manufacturing Consent, Changes in the Labor Process under Monopoly Capitalism*, The University of Chicago Press, Chicago, 1979.

¹² Cf. Jean-Pierre Durand, Paul Stewart et Juan José Castillo (dir.), *L'avenir du travail à la chaîne*, La Découverte, coll. «Recherches», 1998.

¹³ Cf. Robert Boyer et Jean-Pierre Durand, *L'après fordisme*, Syros, 1998 (2^e édition).

situation. Enfin, la *souffrance éthique* des cadres rejoint ce que nous avons commencé à travailler autour de *l'aliénation des cadres* dans laquelle le haut management les prive littéralement de leur liberté puisqu'ils agissent contre leur conscience morale. On regrettera seulement que Dejours en fasse les piliers du système, construisant leur défense à partir d'un mauvais arrangement avec eux-mêmes masquant le sens de leur pratique, alors qu'ils sont d'abord les victimes des exigences nouvelles des politiques économiques.

Au-delà des divergences théoriques qui désignent les origines de la souffrance au travail en des lieux opposés (l'individu ou le rapport capital/travail), le passage au politique relève d'une démarche discutable comme on l'a dit. Mais surtout, penser la souffrance au travail comme première est un parti pris : rien n'indique que le plaisir et la satisfaction ne tiennent pas un rôle aussi important dans les déterminants des attitudes au travail. Plus grave encore, si la souffrance est ontologique, quelle chance possède la psychodynamique de mettre fin à la souffrance ? Quelles significations possèdent les efforts de Dejours pour nous éclairer sur les issues à la souffrance si l'homme est condamné à la vivre, le plaisir n'étant qu'un artefact (résultat des stratégies défensives) qui ne sert au mieux qu'à masquer la réalité de la souffrance ? En un mot, y a-t-il une voie de rédemption face à la souffrance devenue ontologique ? Quel sens accorder à une science qui constate sans pouvoir guérir ?

L'auto-flagellation (tous coupables, tous nazillons) et l'auto-accusation conduisent à une culpabilité, puis à une résignation qui tournent le dos à tout projet de libération. Le thème de la souffrance au travail me paraît encore plus dangereux quand il est repris par des intellectuels ou des syndicalistes qui s'en emparent pour dénoncer la souffrance chez les autres afin de les aider, pensent-ils, à se révolter ou à s'organiser. D'une part, la dénonciation de la souffrance chez autrui l'atteint dans sa *dignité* à travers la stigmatisation qu'elle produit. D'autre part, cette dénonciation et la stigmatisation qui l'accompagne creusent un fossé entre la victime désignée comme souffrante et l'énonciateur qui empêche dorénavant la première d'être réceptive au message du second. On pourrait même aller plus loin en montrant que l'énonciateur, à travers la désignation de la souffrance d'autrui, conforte son statut (d'intellectuel ou de syndicaliste) et sa différence en parlant des autres ou aux autres qui souffrent. N'est-ce pas un moyen *d'infliger le*

mal comme l'écrit Dejours ? Ce retournement du justicier doit être médité en ce qu'il fonde une reconnaissance institutionnelle qui le transforme à son tour en "victime" amenée (contre son gré ?) à dominer et à infliger le mal.

Parler du travail des hommes et des femmes dans leur intégrité c'est d'abord ne jamais omettre que le clinicien ou le sociologue est une "caisse de résonance" et un messenger chargé par le patient ou l'enquêté de diffuser un message intéressé. C'est ensuite, pour traiter de la complétude de notre objet, le situer dans des rapports sociaux de production qui, parce qu'ils sont contradictoires fondent cette ambivalence des situations de travail, des douleurs, des souffrances, jusqu'aux plaisirs, aux reconnaissances et aux satisfactions.